

INTERPELLATION DE COMBATTANTS ALGÉRIENS REVENANT DE SYRIE

Sur les traces de Daesh

Ce dossier soulève des questions : Aqmi s'est-elle transformée en réseau de recrutement pour Daesh ? La Turquie agréé-t-elle les réseaux de transit de terroristes se rendant en Syrie ?

Les gendarmes de la Section de recherches de la wilaya de Boumerdès ont arrêté un élément de Daesh qui revenait, blessé par balle au cou, de Syrie. Il s'agit de de A. M. âgé de 32 ans, originaire de la commune de Sidi-Daoud, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, que les gendarmes ont présenté devant le procureur du tribunal de Dellys, dans la même région, lequel l'a inculpé de crime d'adhésion à un groupe terroriste activant à l'étranger et financement de l'action de terrorisme.

Un autre élément A. R. (repris de justice) âgé également de 32 ans, issu de la même commune de Sidi-Daoud et cousin de A. M., a été placé sous contrôle judiciaire.

Selon des sources sécuritaires, A. M. est parti faire le djihad en Syrie, en janvier 2014. Il avait quitté l'aéroport Houari-Boumediène à Alger avec un

faux passeport, pour transiter par la Turquie avant de rejoindre, en Syrie, l'armée des combattants libres de l'Etat islamique (Daesh). Le faux passeport lui a été confectionné par un membre de sa famille avec un nom d'emprunt (A. R.).

Ce terroriste du Daesh est revenu au pays pour atterrir, début 2015, à l'aéroport international d'Alger avec un autre faux passeport. Dans cette affaire, tout a commencé par la poursuite d'une enquête sur un attentat à la pudeur contre mineur pour laquelle ce terroriste faisait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé, en 2013, par le tribunal de Dellys. Une fois capturé par les gendarmes de la brigade de Sidi-Daoud, le criminel a été remis aux gendarmes de la section de recherches dépendant du Groupement de Boumerdès.

Ces derniers ont eu la perspicacité d'approfondir leurs investi-



Photo : NewPress

Les éléments d'Aqmi mis à mal par les éléments de l'ANP.

gations pour découvrir que l'élément du Daesh revenait de Syrie où il a certainement contribué au génocide contre les populations syriennes. Puisqu'il a été blessé par balle, donc il a fait partie des unités combattantes de l'EI.

Interrogations

Ce dossier soulève nombre de questions et certainement d'inquiétudes liées à la filière de recrutements, en Algérie, de djihadistes pour Daesh. Il suscite, par ailleurs, des interrogations sur les réseaux d'acheminement

des terroristes allant vers les pays en guerre.

A. M. est parti, rappelons-le, avec un faux passeport et il est revenu au pays, après avoir été blessé, avec un autre faux passeport.

Qui l'a encouragé à s'enrôler au Daesh ? Les gendarmes de Boumerdès révèlent que le djihadiste a transité par la Turquie. Quelle est la position de cet Etat dans cette affaire ? Est-ce que A. M. a été soigné au pays et par qui ?

Seconde constatation, la région de Sidi-Daoud a toujours fait partie du fief de la redoutable katibat El-Ansar affiliée au GIA, puis au GSPC et ce qui restait de son effectif avait rejoint Aqmi. Dès lors, au vu de cette affaire, une question se pose : Aqmi étant mise en grande difficulté par les services de sécurité pour activer à Sidi-Daoud ou ailleurs dans le Tell algérien et afin de continuer d'exister, sera-t-elle transformée en réseau de recrutements pour Daesh ?

Abachi L.

D'AUTRES RESPONSABLES D'ENTREPRISES PUBLIQUES ENTENDUS

DANS LE PROCÈS KHALIFA

Les taux d'intérêts mis en avant pour justifier les placements

D'anciens patrons d'entreprises publiques ont encore défilé, hier, à la barre du tribunal criminel près la cour de Blida. Devant le juge Antar Menouar, ils ont tous justifié les placements d'argent par les taux d'intérêts particulièrement élevés qu'offrait Khalifa Bank à l'époque.

De notre envoyé spécial à Blida,
Mehdi Mehenni

Contrairement aux patrons d'entreprises publiques passés jeudi à la barre, et qui ont fait pleinement partager la responsabilité à leur tutelle, ceux passés hier ont plutôt expliqué leurs actes par des raisons purement commerciales. L'ancien P-dg de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), Abdelaziz Krissat, a ainsi justifié le dépôt de 10 milliards de centimes chez Khalifa Bank par le taux d'intérêt qu'il estimait particulièrement intéressant, et qui tournait autour de 10%. Le juge Antar Menouar lui a fait rappeler que Sonatrach, dont l'ENTP est l'une des filières, n'avait jamais pourtant placé de l'argent chez Khalifa Bank.

Abdelaziz Krissat répondra que l'ENTP était autonome dans sa gestion financière par rapport à l'entreprise mère. C'est aussi le cas des deux anciens P-dg qui se sont succédé à la tête de la Société nationale de l'industrie chimique, en l'occurrence Madjid Hassaine et Mohand-Chérif Hassini. Ils ont tous les deux tenu la même version, affirmant que les 40 milliards de centimes placés chez Khalifa Bank représentaient un flux de gains de

l'argent de l'entreprise qui était domicilié chez les banques publiques. Tout comme l'ENTP, l'argent de la Snic n'a jamais été récupéré. Mais finalement l'ancien DG par intérim du Fonds de garantie de la mutuelle des microcrédits (FGMMC), Mahdi Mahdid, sera mis à mal par le juge Antar Menouar. Ce dernier lui a demandé d'expliquer si le pla-

cement des 125 milliards de centimes de la FGMMC n'a pas été fait en contre-partie du poste de travail dont a bénéficié sa fille à l'agence Khalifa Bank d'El-Harrach.

Confus, le témoin commencera par louer les compétences de sa fille, qui, selon lui, a mérité son poste de travail sans l'interférence de personne. Ensuite, il précisera que le dépôt a été effectué après réunion du conseil d'administration et signature d'une convention entre les deux parties.

«Djellab m'a conseillé de ne pas récupérer l'argent»

A la grande surprise de tous, l'ex-responsable à la mutualité de la DGSN, Mohand Ameziane Mokrani, qui a placé plus de 10 milliards de centimes chez Khalifa Bank, a jeté un pavé dans la mare. S'il a d'abord commencé par expliquer le placement de cette somme par les taux d'intérêts qu'offrait ladite banque, il n'a pas manqué de révéler qui lui a conseillé de ne pas retirer cette somme lorsque la faillite était imminente.

Mohand Ameziane Mokrani a révélé qu'il avait tenté de récupérer l'argent de la mutualité de la DGSN, en mars 2003, mais que l'ex-ministre des Finances, et néanmoins ancien administrateur provisoire de Khalifa Bank, lui avait conseillé de ne pas le faire, en le rassurant que la situation allait s'arranger.

Un témoignage qui peut s'avérer embarrassant pour celui qui était à l'origine du rapport ayant conduit à la liquidation de Khalifa Bank.

M. M.

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE DES CLASSES DE TERMINALE

«Les sujets porteront uniquement sur les cours dispensés», rassure Benghebrit

Les sujets d'examens de fin d'année pour les classes de terminale, prévus le 7 juin prochain, «porteront uniquement sur les cours dispensés». La ministre de l'Education nationale rassure une nouvelle fois les élèves.

Noria Benghebrit, qui présidait hier la réunion d'installation du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique dans le domaine de l'éducation, dit qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter au sujet des épreuves du baccalauréat.

La plupart des établissements, a-t-elle souligné, ont terminé leur programme scolaire et les choses se sont mieux passées que l'année dernière.

La ministre de l'Education nationale rassure encore une fois les élèves des classes de terminale au sujet de cet examen. Les sujets, dit-elle, porteront uniquement sur les cours dispensés.

Par ailleurs, concernant le comité installé hier, Noria Benghebrit a indiqué qu'il s'agit d'un avant-projet de décret portant modification des dispositions du statut de l'INRE (Institut national de la recherche pour l'éducation) pour le mettre en conformité avec l'EPST (Etablissement public à caractère scientifique et technologique).

Avec son statut actuel, explique le directeur de l'INRE, l'institut ne peut pas monter des équipes de recherche ou recruter des chercheurs. «Le statut actuel paralyse toute activité de recherche», selon lui. Tandis qu'avec ce basculement vers un établisse-

ment à caractère scientifique et technologique, l'institut pourra recruter des chercheurs permanents et installer des divisions de recherche puisqu'il épuise des ressources financières dans le Fonds national de recherche. Il pourra également, explique le responsable, appuyer tous les projets de réforme, d'innovation et d'amélioration de qualité dans le secteur de l'éducation.

«La démarche de redéploiement stratégique de la réforme de l'école exige un accompagnement en matière d'expertise et d'évaluation, d'où l'importance de la recherche en éducation», a indiqué Benghebrit.

D'ailleurs, rappelle-t-elle, une conférence nationale va se tenir en juillet prochain en vue d'évaluer le cycle secondaire.

S. A.